

Comment Benyamin Nétanyahou et ses alliés au pouvoir en Israël remettent en cause la doctrine de sauvetage des otages

Samuel Forey

Alors que le gouvernement est sous pression pour reprendre les négociations en vue d'un cessez-le-feu, la question des cent quinze captifs, encore aux mains du Hamas depuis plus de trois cents jours, continue de fracturer le pays.

Dans les rues d'Israël, les affiches montrant les otages ont changé, depuis la première impression de celles-ci. Les noms et les visages restent les mêmes, mais après plus de trois cents jours de détention, les âges ont été corrigés : 40 ans au lieu de 39 pour l'un des otages, 20 plutôt que 19 pour un autre. « Nous voulons un accord. Nous voulons que notre gouvernement fasse sa part. Il y a eu de nombreuses occasions ratées. Mais, à chaque fois, on espère. Les otages ne pourront pas tenir beaucoup plus longtemps... », s'inquiète Naomi Sappir, volontaire au Forum des familles d'otages et de disparus, une organisation israélienne non gouvernementale qui tente de maintenir l'attention de l'opinion publique sur cette cause. Elle organisait, dans la soirée du lundi 12 août, à Jérusalem, la cérémonie de Tisha Beav, consacrée cette année aux captifs du Hamas, encore 115, sur les 240 pris en otage le 7 octobre 2023.

La foule est nombreuse, environ 2 000 personnes, et mélangée. Au public habituel, plutôt, laïque, se mêlent des familles à l'allure plus religieuse. Commémoration en souvenir des calamités qui se sont abattues sur le peuple juif, Tisha Beav rappelle, entre autres, la destruction des temples de Jérusalem, l'expulsion d'Espagne ou encore la Shoah. Le massacre du 7 octobre 2023 sera peut-être ajouté à cette terrible liste. Ou, plus précisément, la prise d'otages qui a suivi, inédite par le nombre dans l'histoire d'Israël.

Jeudi 15 août, l'Etat hébreu s'apprête à s'engager dans des négociations de la dernière chance, à Doha. Pressé par son allié américain, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a accepté d'envoyer des émissaires dans la capitale qatarie. Les pourparlers échouent depuis la première trêve de novembre 2023, qui a permis la libération de 80 Israéliens.

S'ils n'aboutissent pas, cette fois encore, la région est promise à une escalade dangereuse avec l'Iran et ses alliés, en particulier le Hezbollah, après l'assassinat ciblé d'un des cadres du parti chiite, Fouad Chokr, et celui du chef du bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, attribués à Israël et commis le même jour, le 31 juillet, à Beyrouth et à Téhéran.

Une priorité nationale

Le kidnapping de masse du 7 octobre 2023 pourrait aussi signifier le dernier acte d'un changement de doctrine de l'Etat d'Israël. Le prix à payer pour le retour des otages paraît trop élevé à deux figures du gouvernement, membres de l'extrême droite suprémaciste, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir. Indispensables à M. Nétanyahou pour que ce dernier se maintienne au pouvoir et évite les procès pour corruption, fraude et abus de confiance, lors

desquels il pourrait être condamné à des peines de prison, MM. Smotrich et Ben Gvir refusent tout arrangement avec le Hamas, au profit de la poursuite de la guerre et d'une destruction sans retour de Gaza. Le premier qualifie un éventuel accord de « dangereux piège », tandis que son acolyte estime qu'il s'agirait d'une « grave erreur ».

Cet abandon des otages est pourtant en contradiction avec l'une des valeurs fondatrices de l'Etat d'Israël : celle de ramener tous ses citoyens juifs, morts ou vivants. Dès la guerre d'indépendance, en 1948, l'exemple du « convoi des 35 », une escouade de la Haganah, organisation paramilitaire sioniste, tombée dans une embuscade tendue par des combattants palestiniens, est entré dans la légende du nouvel Etat. Israël a fait tout son possible pour récupérer les corps. Cet état d'esprit a perduré dans les guerres suivantes, où le retour des prisonniers et des morts au combat a été une priorité nationale.

Mais la fin des guerres entre Etats au profit de groupes armés a fait monter les enchères. Les échanges sont devenus de plus en plus inégaux. L'accord Jibril, en 1985, a permis la libération de 1 150 détenus palestiniens en échange de trois soldats israéliens. L'Israélien Elhanan Tannenbaum, capturé par le Hezbollah à Dubaï, a été libéré en 2004, accompagné des dépouilles mortelles de trois soldats, contre 435 prisonniers. Quant au soldat franco-israélien Gilad Shalit, aux mains du Hamas pendant cinq ans à Gaza, il a été échangé, en 2011, contre 1 027 Palestiniens – dont Yahya Sinouar.

Empêcher la capture de soldats vivants

Ce que certains considéraient comme un point faible a entraîné la mise en place d'une directive, restée longtemps secrète, dite « Hannibal », réservée aux militaires. Premier accroc à la doctrine de sauvetage à tout prix, son objectif est d'empêcher la capture de soldats israéliens vivants, quitte à les tuer à distance avec leurs ravisseurs. Elle aurait été mise en place au plus fort de l'occupation du Liban sud, en 1986. Et le journal Haaretz a révélé, au mois de juillet, qu'elle avait été utilisée à six reprises au moins le 7 octobre 2023.

Le deuxième accroc paraît être le prix payé pour la libération de Gilad Shalit. Fortement critiqué pour cette opération, Benyamin Nétanyahou semble, alors, avoir décidé d'abandonner les otages, par calcul politique ou conviction idéologique. En 2014, il a fait traîner les pourparlers pour échanger les corps de deux soldats israéliens capturés lors de la guerre à Gaza, ainsi que deux civils, que le Hamas, et en premier lieu Yahya Sinouar, tentait de monnayer contre des prisonniers. « Il y a un prix pour l'absence d'accord. Au bout de neuf ans de négociations sans succès, Sinouar a compris qu'il fallait augmenter la mise », analyse le colonel de réserve Doron Hadar, ancien négociateur qui a notamment participé aux pourparlers aboutissant à la première trêve, en novembre 2023. Selon lui, l'attaque du 7 octobre 2023 avait été conçue, avant tout, comme une immense opération de prise d'otages.

Depuis, le premier ministre ralentit les multiples négociations qui se tiennent, par des provocations martiales ou l'ajout incessant de nouvelles conditions, comme le révèle, dans une enquête publiée mardi, le New York Times. M. Nétanyahou a vertement répliqué sur le réseau social X qu'il ne s'agissait que de « clarifications ». Mais il a surtout pris soin de rappeler vouloir la « destruction » du Hamas, un objectif encore loin d'être atteint, alors que Yahya Sinouar vient d'être nommé chef du bureau politique du mouvement islamiste palestinien, en remplacement d'Ismaïl Haniyeh.

Architecte de l'attaque du 7 octobre 2023, dur parmi les durs, Yahya Sinouar pourrait ne pas être fermé aux négociations. « Je l'ai rencontré personnellement et je crois que je sais comment il pense. C'est un narcissique avec des objectifs maximalistes, mais c'est aussi un réaliste qui comprend les bénéfices d'un accord », affirme Doron Hadar.

Le mouvement islamiste palestinien demande, quant à lui, le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza, le retour des déplacés dans leurs lieux de résidence, plus d'aide humanitaire et le lancement de la reconstruction. Mais surtout, il souhaite la libération de nombreux prisonniers, dont des figures de premier plan comme Marwan Barghouti, très populaire auprès des Palestiniens, et partisan de la solution à deux Etats.

Peu d'analystes sont optimistes quant au succès des pourparlers, organisés jeudi, pour un cessez-le-feu. Asa Kasher ne croit pas pour autant à une remise en question des valeurs fondamentales d'Israël. Ce professeur de philosophie à l'université de Tel-Aviv, qui a contribué à la rédaction du code d'éthique de l'armée, estime que l'abandon des otages est l'œuvre d'un gouvernement radical, pas de l'Etat hébreu : « Dans leur vision raciste et fanatique, les partis ultranationalistes veulent voir Israël conquérir la bande de Gaza. Benjamin Nétanyahou se comporte comme un chef mafieux. Les familles des otages se font attaquer dès qu'elles s'expriment. On se bat dans un cadre démocratique contre des forces non démocratiques. »

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)